

## ENGAGEMENT ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE. UN PROJET A L'ŒUVRE CHEZ LES INTELLECTUELS ROUMAINS

**Camelia RUNCEANU**  
EHESS-Université de Bucarest  
camelia.runceanu@gmail.com

**Abstract:** Starting from an inquiry made with Romanian intellectuals, from an analysis of books published by intellectuals of various professions (philosophers, sociologists, historians, psychologists), and from the texts published in the press of the time, especially in the review '22' of the Group for Social Dialogue, we would like to study herein the relation between intellectual engagement through journalism and the interest for science of intellectuals after 1989. We are going to identify hereby the possible functions of the intellectual engagement, as well as the benefit and the risk it may encounter along with the form of political engagement of the intellectuals. The question here points to the assertion for a new authority of alumni and young intellectuals aiming at achieving a university statute and at building a new competence in order to satisfy the demands for renewal in social science and the humanities.

**Keywords:** intellectuals elite, commitment, neutrality, political participation.

Nous nous proposons ici d'esquisser le tableau du passage de l'intellectuel, notamment des membres du *Groupe pour le dialogue social*<sup>1</sup>, au statut d'universitaire et de la position de ces intellectuels, et plus précisément, des nouveaux spécialistes du politique, dans le champ académique de l'après 1989. Nous essayerons de voir comment se construit une compétence, à quelles bases et par quels moyens on obtient une reconnaissance en tant que spécialiste du politique, pour présenter quelques idées concernant le recoupement des intérêts proprement intellectuels et des buts qu'ils assignent à leurs activités à vocation politique ou à celles proprement politiques, cela pour montrer le rapprochement entre leurs intérêts proprement intellectuels et leur engagement ou leurs activités proprement politiques.

---

<sup>1</sup> Constitué les jours mêmes de la révolte populaire de décembre 1989, le groupement rassemblant des écrivains, des essayistes et des chercheurs se présente devant le public le 31 décembre 1989.

Nous aborderons la question des rapports qui s'établissent entre les écrits journalistiques des membres du *Groupe pour le dialogue social*, parus dans l'hebdomadaire 22, publication de ce groupe, et leurs écrits scientifiques<sup>2</sup> et de leur rapport au journalisme (en tant qu'activité parmi d'autres), la place que ces activités journalistiques (l'investissement dans le journalisme, dans 22) occupent dans leurs stratégies visant la spécialisation dans le domaine du politique. Plus précisément il nous préoccupe ici (c'est la question qui sera discutée) de signaler les profits et les risques liés à la politisation des activités intellectuelles, les critiques auxquelles s'exposent ceux qui prennent position sur des sujets qui sont (faits) objet(s) de leurs études. L'analyse de ces études, des écrits scientifiques, qui ont constitué aussi de nos références pour traiter de la situation des « intellectuels » au temps du communisme nous a renseigné sur les limites que posent l'utilisation de ces analyses dans une étude qui se pose de détecter la position occupée par ces intellectuels et leur rapport au pouvoir sous le communisme ainsi que les relations entre divers champs de la production culturelle et les modes d'articulation du champ intellectuel et du champ politique dans la période postcommuniste.

Nous inscrivons notre analyse<sup>3</sup> dans le courant de l'historiographie et de la sociologie des intellectuels qui traite des attitudes politiques des intellectuels en les rapportant à leur position d'intellectuel, à leur profession ou à leur métier<sup>4</sup>. Nous nous servons pour ce faire des textes publiés récemment au sujet de l'engagement (politique) des intellectuels<sup>5</sup> et des analyses menées par des politistes et des sociologues qui traitent des rapports entre science et politique, des intellectuels et des organismes de décision, plus largement le pouvoir politique, en France et aux Etats-Unis. Le cadre théorique dont nous nous

---

<sup>2</sup> Sur la relation qu'entretiennent le journalisme et les sciences sociales, voir Jean-Marie Charon, «Journalisme et sciences sociales», *Politix*, 36, 1996. Mais plus intéressant encore pour notre propos c'est l'article de Jacques Chevallier sur les «relations entre les sciences sociales et le politique», voir Jacques Chevallier, «L'entrée en expertise», *Politix*, 36, 1996.

<sup>3</sup> Les quelques idées présentées ici au sujet des rapports entre préoccupations scientifiques et engagement sont ressorties de notre travail de recherche portant sur les intellectuels roumains dans la période postcommuniste (thèse de doctorat de sociologie et de science politique, qui est en cours, à l'EHESS (Paris) et à l'Université de Bucarest).

<sup>4</sup> Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Editions du Seuil, coll. « libre examen », 1992 (édition roumaine, *Regulile artei*, préface Mircea Martin, trad. Bogdan Ghiu, Laura Albulescu, București, Art, 2007); Christophe Charle, *Naissance des «intellectuels». 1880-1900*, Paris, Editions de Minuit, 1990; Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999.

<sup>5</sup> *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, «Engagements intellectuels», numéro dirigé par Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, mars 2009.

inspirons pour cette analyse est emprunté à Pierre Bourdieu<sup>6</sup>. Avant de discuter de l'engagement et des nouveaux intérêts scientifiques chez des intellectuels roumains, il s'impose de revenir sur la conception des rapports entre science et politique défendue par Weber. Pour ce faire nous nous servirons du dernier ouvrage, paru en France, qui traite de l'œuvre de Weber<sup>7</sup>:

La problématique du terme allemand *Wertfreiheit* n'est pas celle de l'existence des valeurs mais celle de l'usage malhonnête qui peut être fait des valeurs lorsqu'elles sont présentes sans être données comme telles, lorsqu'elles sont « masquées », « cachées », connotées, au lieu d'être explicitées et assumées au grand jour. Weber ne pose pas le problème de la possession ou non de valeurs, mais celui, relationnel, de leur mode de transmission: la *Wertfreiheit*, dont le sens exact serait ainsi la 'non-imposition des valeurs', doit selon lui prévaloir dans le domaine de la science et de la connaissance, par opposition aux domaines de la croyance (religieuse, politique, etc.), régis par la propagande, et dans lesquels on cherche à imposer des valeurs par tous les moyens. La situation de transmission [décrite par] Weber [...] c'est la situation d'enseignement, classiquement décrite dans la conférence sur la science [...] loin de prôner une 'neutralité' politique du savant en général, il se réfère beaucoup plus précisément à une conception de la pédagogie, qui insiste sur ce qui doit séparer la communication scientifique de la propagande politique ou religieuse<sup>8</sup>.

### **De nouveaux spécialistes du politique**

Nous nous concentrerons ici sur les prises de position politiques et sur le parcours professionnel de ceux qui, participant à des degrés variables, à la vision dominante du GDS, ce qui s'impose comme projet collectif, à savoir l'« anticommunisme », traitent du phénomène politique et tendent à la spécialisation. Ils se distinguent par leur investissement dans un domaine ou dans des sous-domaines qui se constituent comme « nouveauté » par rapport à la période communiste. Ils traitent des sujets proprement politiques, thèmes et acteurs politiques. Parmi ceux qui tendent à une spécialisation, qui traitent du phénomène politique on distingue trois catégories: des membres (fondateurs) du GDS qui dans les années 1980 ont fait leur début dans une carrière littéraire ou scientifique<sup>9</sup>, des membres de la rédaction qui ont été des journalistes dans les

---

<sup>6</sup> Et notamment ses travaux sur le monde scientifique. Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France*, Paris, Raisons d'Agir Editions, coll. «Cours et travaux», 2001; «Le champ scientifique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 3, pp. 88-104.

<sup>7</sup> Max Weber, *La Science, profession & vocation* suivi de *Leçons wébériennes sur la science & la propagande* par Isabelle Kalinowski, Marseille, Agone, coll. «Banc d'essais», 2005.

<sup>8</sup> *Ibid.*, pp. 199-200.

<sup>9</sup> Bien que tous ne soient pas des membres cooptés au début des années 1990, comme ce sera le cas de ceux qui ont été « oubliés », selon les témoins participants à la création de

années 1980, des membres du GDS cooptés vers la moitié des années 1990 ou plus tard presque au même moment où ils faisaient leur entrée dans le monde universitaire. Les deux premiers sont nés dans leur grande majorité dans les années 1950, s'ils ont pu se manifester en tant qu'auteur avant 1989, ceux qui semblent plus enclins à se spécialiser dans l'étude du politique sont de ceux dont la position n'est pas encore définie. Leur entrée dans le monde intellectuel date depuis peu de temps. Pour ce qui est des derniers, nés dans les années 1960, leur consécration date de la période postcommuniste, mais on peut inclure ici et ceux qui sont nés dans la première des années 1970, peu nombreux mais qui s'engagent sur le modèle de leurs aînés surtout qu'ils sont de leurs proches.

Mais tous ne seront pas de ceux qui obtiennent leur reconnaissance en tant que spécialistes du politique. Parmi les membres du GDS ceux qui sont formés dans et par une culture humaniste (formation en lettres classiques) et occupent des positions déjà en 1989 dans le champ académique ne seront pas parmi les nouveaux spécialistes du politique mais ils s'engagent avec plus de force dans les années suivantes en soutenant les prises de position politiques du GDS. De même, des journalistes qui se préoccupent à une spécialisation dans le domaine du politique, ils sont peu nombreux ceux qui signeront des ouvrages d'auteurs et seront des universitaires, les autres sont des journalistes qui travaillent par la suite pour des médias étrangers, notamment RFE ou, par la suite, BBC.

« L'université était à ces temps-là [au temps du communisme] un ghetto », cette affirmation vient d'une universitaire, enseignante à la faculté des langues étrangères, en parlant de la situation des universitaires à cette époque-là. Et pourtant, les jeunes intellectuels des années 1950, jeunes diplômés de la faculté de philosophie espèrent et parfois tentent leur entrée au monde universitaire. Cela s'explique par la position occupée par l'université dans le monde académique et plus largement dans le monde intellectuel dans l'espace roumain (elle procure à ses membres une plus grande visibilité, et cela dès sa constitution, et dans la période communiste une certaine liberté par rapport au pouvoir, si on compare le degré de dépendance du travail d'enseignant à celui du chercheur, de plus à certaines périodes l'universitaire est assimilé au statut de chercheur, des instituts de recherche fonctionnant comme centres affiliés à l'université). Mais tout comme dans le cas de l'Union des écrivains, dans les années 1980, l'université reste fermée aux nouveaux prétendants, les entrées se font à titre exceptionnel et parfois en fonction de la proximité des prétendants avec des membres de la nomenklatura. Quand ils ne peuvent pas avoir accès à des postes dans des institutions d'enseignement technique ou dans des centres d'expertise créés pour répondre aux demandes des politiques publiques (urbanisme), c'est vers une carrière littéraire qu'ils se dirigent. L'attrait de la littérature et d'une carrière littéraire tient non seulement au poids d'une tradition

---

ce groupement, lors de la constitution de la liste des membres fondateurs, ils publient dès le début des années 1990 dans 22.

culturelle<sup>10</sup> mais aussi à la place accordée à ses instances de consécration sous le communisme<sup>11</sup>. C'est au sein de cette génération et parmi ceux qui sont formés dans les facultés de philosophie (en philosophie ou en sociologie), dans les facultés de psychologie et de sociologie, que se recrutent ceux qui sont des auteurs d'ouvrages sur le communisme, sur la culture politique, sur la transition, autrement dit des futurs, nouveaux spécialistes du politique. Ils ne sont pas des enseignants et ils sont peu nombreux ceux qui sont des chercheurs avant 1989, ils sont des chercheurs-experts, des écrivains peu connus (leur consécration ne dépasse pas celle des pairs) ou des journalistes (mais ayant une formation en philosophie).

Mais la formation suivie ne suffit pas pour rendre intelligible la spécialisation au domaine politique surtout que d'autres qui n'ont pas suivi une formation en philosophie ou en sociologie seront des spécialistes du politique. C'est plutôt du côté de leur position dans le champ intellectuel en 1990 qu'il faut regarder, du côté de leurs préoccupations et de leurs attentes d'avant 1989 et de leur engagement après 1989, ainsi que du côté des réseaux d'alliances qui se construisent en lien avec l'étranger dans la période postcommuniste. Dans la plupart des cas ceux qui sont nés dans les années 1950 s'intéressent après 1989 à une spécialisation à l'étranger, mais les premiers à suivre des stages à l'étranger sont de ceux qui s'intéressent plus à la culture, aux médias (et ceux qui sont des chercheurs et ceux qui n'ont pas de poste avant 1989) et aux arts (de par leur domaine de spécialisation). Le plus souvent, ils ont une formation en lettres, en histoire ou en histoire de l'art. Alors que de ceux qui seront des futurs spécialistes du politique ceux qui restent au moins pour l'année 1990 et la suivante en Roumanie s'investissent dans le journalisme.

A ce moment-là les jeunes intellectuels des années 1990 sont plus intéressés à se spécialiser, à suivre de nouvelles formations parfois dans la continuation de leurs intérêts d'avant 1989, parfois plus étroitement liées à leurs activités du début des années 1990. Tout comme ceux qui n'ont pas encore débuté dans une carrière intellectuelle. Certains s'intéressent ainsi à acquérir une compétence dans un domaine, dans un sous-domaine en lien avec les sujets dont ils traitent au début des années 1990 dans la presse. Ils seront ainsi des spécialistes des sous-domaines qui n'ont pas suscité l'intérêt des scientifiques avant 1989 ou qui ne faisaient pas partie des préoccupations du monde universitaire/académique avant 1989.

---

<sup>10</sup> Dont les aspects ont été exposés par Ion Ianoși, *O istorie a filosofiei românești în relația ei cu literatura*, Cluj, Biblioteca Apostrof, 1996.

<sup>11</sup> Voir Ion Ianoși, «Uniunea Scriitorilor în sistemul culturii socialiste și segmentul literar» [L'Union des écrivains dans le système de la culture socialiste et le segment littéraire], in Adrian Miroiu (éd.), *Instituții în tranziție* [Institutions en transition], București, Punct, 2002, notamment pp. 231-255. Voir aussi Lucia Dragomir, *L'Union des écrivains. Une institution transnationale à l'Est*, Paris, Belin, 2007.

De nouveaux intérêts scientifiques, et notamment chez ceux qui seront des nouveaux spécialistes du politique, apparaissent et se construisent en lien direct avec l'importance qu'on accorde à certains courants d'idées nés ou qui circulent à l'étranger (libéralisme notamment) et/ou à des idées et des concepts véhiculés, promus par ceux qui se sont exilés dans la période communiste et qui semblent innover dans le champ de la production culturelle après 1989.

En 1990 au moment où l'Université ouvre ses portes et que des prétendants au statut d'universitaire font leur entrée, aucun membre fondateur du GDS de la jeune génération (ceux qui sont nés dans les années 1950) ne semble être intéressé à se faire accepter par leurs anciens maîtres. Ceux qui tentent et parfois réussissent leur entrée dans les facultés «traditionnelles», déjà existantes, sont (parmi la jeune génération) de ceux qui ont entretenu des relations plus étroites avec leurs maîtres, du fait de leurs activités qui se déploient dans les institutions des plus proches à l'université ou même à l'université et de ceux qui ont reçu déjà leur consécration sous le communisme. Ils sont déjà connus et reconnus non seulement dans les milieux littéraires mais aussi dans et par le monde universitaire.

Le trajet parcouru par certains des intellectuels qui constituent notre objet d'étude, parmi les membres du GDS, est étroitement lié à celui de la (re)naissance d'une discipline, celle de la science politique en Roumanie<sup>12</sup>. Ils seront ainsi parmi ceux qui contribueront au renouvellement du champ universitaire, notamment celui des sciences humaines et sociales, des années 1990. C'est dans leurs stratégies visant le renforcement de leurs positions et dans celles des autres intellectuels (écrivains, critiques littéraires, scientifiques ou experts avant 1989) qui font leur entrée dans l'enseignement qu'on peut lire les cheminements suivis par la culture légitime.

Ils sont des alliés-rivaux de ceux qui ont investi déjà l'université et des concurrents-alliés de ceux qui appartenant à la génération plus ancienne se préoccupent à démontrer de leurs intérêts et de leurs aptitudes à traiter de la politique après 1989. Ceux-ci, à l'opposé de jeunes spécialistes du politique, ne peuvent pas (dans la grande majorité des cas) miser sur un capital moral acquis avant 1989 ni sur le pouvoir symbolique qui découle d'une participation à un groupement qui rassemble des très peu nombreux opposants au régime communiste, par contre ils peuvent être des points d'attrait pour ces nouveaux prétendants puisqu'ils ont reçu leur consécration avant ceux-ci.

L'engagement de ceux qui sont nés dans les années 1960 suit à l'obtention d'une position dans le champ universitaire (ils sont cooptés vers la moitié des

---

<sup>12</sup> Nous préférons pourtant à ce terme celui des «sciences du politique» qui nous semble mieux rendre compte de la construction de cette « nouvelle » compétence en Roumanie après 1989. Nous retrouvons dans ce sens le point de vue de Bernard Pudal exposé dans «Science politique: des objets canoniques revisités», *Sociétés contemporaines*, 20, 1994, notamment pp. 5-7.

années 1990 dans le GDS presque au même moment où ils intègrent l'Université). En apparence, leur cooptation se fait en lien avec le choix d'un sujet ou d'une spécialité qui prétend à l'innovation, présenté comme résultat de leur passage par des milieux intellectuels étrangers. Alors que si l'on suit le parcours de ces jeunes impétrants, les milieux où ils s'insèrent, le choix du sujet, de leur spécialité, le changement de leurs intérêts intellectuels doit plus aux alliances, à leurs relations avec des intellectuels des années 1990 car les décisions quand au sujet de leurs recherches, du directeur de leur thèse, des intellectuels et de l'école à l'étranger sont prises sous l'avis des intellectuels roumains, qui sont de leurs aînés. Avant de se faire accepter par le GDS, ils signent des traductions et sont des collaborateurs de leurs aînés, avant de discuter sur des sujets qui tiennent de leur spécialité, ils discutent des sujets qui préoccupent un plus grand nombre d'intellectuels. Ainsi on discute du nationalisme avant de traiter du libéralisme, on critique les idées promues par des intellectuels étrangers et on explique l'importance du projet de la constitution d'un parti politique qui se veut représenter la « société civile ».

Leurs intérêts scientifiques «nouveaux» se précisent en fonction des demandes apparues dans le champ politique. Après avoir traité de l'histoire des idées, après avoir fait l'histoire d'un courant de pensée tel qu'il se construit dans l'espace national, ayant acquis une forte consécration dans le champ universitaire et dans le champ intellectuel, l'intérêt pour des sujets plus techniques de la politique précède à l'occupation d'un poste politique.

### **Groupe et vision « commune »**

Certains intellectuels discutent dans la publication du GDS de leurs intérêts strictement liés à leur domaine de compétence ou d'activité (comme les historiens, par exemple ou les juristes ou comme les historiens de l'art) quand ils ne prennent pas position dans le débat concernant la manière de traiter du communisme. Leur interprétation du passé récent se fait en lien avec leur position dans un champ spécifique (universitaire ou scientifique) ou avec leur histoire familiale. D'autres interviennent sur des sujets de l'actualité politique à la faveur de leur identité religieuse dans le contexte de la réapparition, la «redécouverte [...] du politique»<sup>13</sup>. L'appartenance à l'Église orthodoxe et l'identité religieuse comme identité investie dans le champ artistique ou, plus tard, dans le champ intellectuel, servent dans certains cas comme fondement aux prises de position politiques. Car la résurgence du religieux dans l'espace public est une autre manifestation du désir de (re)créer des liens de solidarité ou/et de participer à la vie publique, simultanément avec l'apparition de la contestation au sein de l'Église orthodoxe comme une autre manifestation du changement politique.

---

<sup>13</sup> Marcel Gauchet, « Les tâches de la philosophie politique », *Revue du MAUSS*, 19 (1), 2002, repris dans *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005.

Les plus notoires membres du Groupe pour le dialogue social (GDS), des écrivains-philosophes, des critiques littéraires et des essayistes contribuent à construire et à imposer une vision, à savoir l'anticommunisme, qui devrait influencer sur la manière de traiter du communisme. Aux côtés des plus notoires membres du GDS se rangent des écrivains et des rédacteurs moins connus, des jeunes et des moins jeunes. Le terme «anticommuniste» intervient pour la première fois dans un témoignage signé par un des intellectuels aînés qui se donne d'offrir une interprétation en lien avec l'événement de décembre 1989 de sa dernière protestation datée quelques jours avant la chute du régime communiste. Le «procès de l'anticommunisme» est situé dans la continuation du «procès de Ceausescu» par celui même qui se présentera comme le porte-parole du GDS, il appelle à initier le «procès historique» du communisme, refaire le procès de Ceausescu pour «arriver à Lénine et à Marx [ceux] qui ont rendu possibles toutes ces choses»<sup>14</sup>. Ces deux premiers textes qui marquent le moment où des intellectuels du GDS se déclarent «anticommunistes» datent de la période qui précèdent de peu les premières élections. Les intellectuels des plus notoires de la période communiste s'érigent contre les politiques installés en décembre 1989 et contre les intellectuels qui «ont rendu possibles [...] l'horreur communiste»<sup>15</sup>. Bien que des intellectuels de l'exil font appel aux intellectuels pour qu'ils témoignent de leurs expériences au temps du communisme toujours dans le but de fournir la base pour une histoire du communisme, tâche pour les générations futures, ils sont peu nombreux ceux qui seront prêts à faire ce travail sur soi, concèdent à l'importance de parler de soi et de ses pratiques au temps du communisme (bien que certains le feront, ces récits de mémoires ne seront publiés que plus tard).

Et pourtant le projet du Groupe, à savoir l'anticommunisme, tel qu'il s'impose à travers les prises de position des membres du GDS sera repris et soutenu par des intellectuels exilés qui leur sont proches, les écarts entre les deux conceptions concernant la manière de faire l'histoire du communisme s'effacent en l'absence de ces témoignages<sup>16</sup> et en vertu d'un accord sur l'importance d'une redécouverte du passé moins récent et des intellectuels de l'entre-deux-guerres<sup>17</sup> et sur le besoin de donner la parole aux victimes<sup>18</sup>.

---

<sup>14</sup> 22, 14, 1990.

<sup>15</sup> 22, 1, 1990.

<sup>16</sup> Les présentations de soi sont pourtant nombreuses. Elles sont l'œuvre notamment de ceux qui ont pris la parole contre le régime ou de ceux qui ont été des victimes du régime. Et on met en relief les contraintes ou les souffrances subies.

<sup>17</sup> Selon un des plus jeunes membres du GDS, l'historien Florin Turcanu (né en 1967), «cette époque apparaît comme le pivot d'une renationalisation de la mémoire». Pour le jeune historien les discours sur la période de l'entre-deux-guerres constituent une «mémoire-carrefour» ou une «mémoire-refuge» pour «cette partie de l'opinion publique – notamment de l'opinion intellectuelle – qui demeure frustrée à cause des premières évolutions politiques postcommunistes» cela étant en partie du au fait qu'



De l'intérieur, au sein du monde intellectuel et parfois même dans 22, certains traitent de l'orientation politique des intellectuels constitués en « repères » du GDS, constituant des références pour un nombre important des membres du GDS. On conteste alors leur légitimité à discuter des attitudes politiques des intellectuels de l'entre-deux-guerres et même de certains intellectuels étrangers, ou à publier les textes de ces auteurs<sup>19</sup>. Si le GDS s'ouvre à d'autres intellectuels, à travers sa publication, cela contribue à donner plus de force à ses prétentions, l'attrait de ses initiatives chez des intellectuels qui ne sont pas des membres du GDS accroît son importance en conférant à celui-ci la légitimité à se poser en instance de consécration du monde intellectuel.

La vision de l'anticommunisme se construit en étroite liaison avec la nouvelle position des intellectuels et leurs attentes, prétendants au statut de politique et ambitionnant le rôle de guide dans le nouvel ordre pour contribuer à la sortie du communisme. Le présent pèse sur la vision de l'anticommunisme, dans ce que sera nommé par ces initiateurs le « procès [historique] du communisme » on dénonce les politiques et les intellectuels qui ont soutenu le régime. Le « procès du communisme » tel qu'il se précise initialement de par les prises de position des plus notoires intellectuels du GDS, « esthètes » ou victimes du régime, rencontre pourtant des résistances de la part de ceux qui se situent désormais dans le camp des nouveaux politiques et de ceux qui dans la période communiste occupent des positions dans le champ universitaire (ils sont des héritiers). Les premiers dénoncent le jugement hâtif porté sur les attitudes des politiques ou des intellectuels (pourquoi les intellectuels ne seraient-ils responsables tout comme les politiques ?), on met en évidence la difficulté de juger des attitudes de ceux qui se situent au carrefour des deux mondes, celui de la nomenklatura et celui des lettres, le monde intellectuel; les seconds pensent que le fait de se rapprocher du pouvoir communiste avait permis dans biens de cas aux « professionnels » de la culture et de la science de préserver une certaine autonomie, c'est par leur contribution à la professionnalisation des activités intellectuelles que les intellectuels devraient être évaluées et non pas en fonction de leur appartenance et de leur proximité à la nomenklatura.

---

«aucune analyse historique sérieuse, même marxiste, du fascisme roumain n'avait été publiée à l'époque communiste». Cf. Florin Turcanu, «A la recherche de l'Age d'or: la mémoire de l'entre-deux-guerres en Roumanie au début des années 1990», in Bogumil Jewsiewcki, Erika Nimis (dir.), *Expériences et mémoire. Partager en français la diversité du monde*, L'Harmattan, 2008, pp. 419-420. De ce «recours à l'histoire [qui] se traduit tout d'abord par un déferlement de souvenirs exposés dans les très nombreux journaux d'opposition, de style et de tendance diverse [...] l'histoire [...] affective et individualisée par le biais des témoins [...] interviewés par les journalistes» discute et une des spécialistes de l'histoire de la Roumanie, Catherine Durandin [«Roumanie, retour à l'histoire et révision, *Relations internationales*, 67, automne 1991].

<sup>18</sup> 22, 21, 1990.

<sup>19</sup> 22, 47, 1990.

Deux autres facteurs, cette fois-ci, venant de l'extérieur, nous semble-t-il, contribuent à faire oublier ce « débat » sur la situation et la contribution des intellectuels au maintien du régime, sur la responsabilité des intellectuels pour concentrer le débat sur la responsabilité des politiques, anciens et/ou nouveaux, ces deux facteurs tiennent à la position actuelle des intellectuels: d'un côté, ils sont les concurrents des politiques et ils s'opposent dans le champ intellectuel à un pôle véhiculant des idées extrémistes regroupant des écrivains proches du pouvoir communiste, des écrivains dominés symboliquement; d'autre côté, ultérieurement, lorsqu'ils font leur entrée en politique en tant que politiques à titre entier, ils doivent faire valoir, tout comme les nouveaux politiques ou les « professionnels » qui leur sont proches (ou contre ceux-ci), leurs compétences.

Si les politiques sont faits responsables des « l'horreur communiste », aux intellectuels ont dénié toute responsabilité puisque on tend à dénier l'existence d'un espace de liberté lorsqu'ils n'occupent pas des positions politiques. On tend à responsabiliser les auteurs/les intellectuels pour les idées et les auteurs auxquels ils font référence (c'est le cas de Marx).

### **La spécialisation et le journalisme**

Le travail scientifique implique que celui qui s'en investit prend une double distance, prise de distance car le « chercheur ne peut arriver qu'après la fête », les questions dont ils traitent sont « des énigmes plutôt que des problèmes », cette distance dans le temps lui permet de replacer « l'événement extraordinaire dans la série des événements ordinaires »<sup>20</sup> pour le rendre intelligible, mais aussi « prise de distance vis-à-vis des impératifs de l'action », le travail scientifique « par essence critique [...] ne peut s'accomplir qu'à l'abri des engagements militants »<sup>21</sup>. Mais qu'est-ce qu'on peut dire quand ils se préoccupent à se poser en spécialistes du politique parallèlement à leur investissement dans le journalisme?

Dans la plupart des cas c'est dans leurs écrits journalistiques qu'ils manifestent dans un premier temps leur intérêt pour certains sujets, ces sujets qui sont liés à l'actualité politique intéressent un plus grand nombre d'auteurs, signataires des textes dans 22 mais la manière dont ils posent les questions et l'accent mis sur certains aspects correspondent aux questions dont ils traiteront plus tard dans leurs ouvrages. C'est dans les dialogues avec des étrangers invités<sup>22</sup> ou lorsqu'ils discutent d'un même sujet qu'on peut détecter comment leurs interprétations sur un même sujet divergent. Les dialogues qui se déploient entre des intellectuels appartenant à la même génération nous enseignent sur le partage de leurs intérêts scientifiques en matière de politique<sup>23</sup>. Leurs

---

<sup>20</sup> Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Editions de Minuit, [1984], 1992, p. 210.

<sup>21</sup> Jacques Chevallier, « L'entrée en expertise », *Politix*, 36, 1996, p. 33.

<sup>22</sup> 22, 15, 1990; 22, 21, 1990.

<sup>23</sup> 22, 11, 1990.

préoccupations pour l'étude du politique se précisent au début des années 1990 en lien avec leur vécu, et surtout des expériences qu'ils ont pu faire peu avant la chute du communisme, elles se développent par la suite en fonction des activités déployées dans divers espaces.

Si le fait d'intervenir dans la presse exige de prêter attention à l'actualité et à ce qui est en train d'advenir, le journalisme est pour eux l'instrument principal pour s'acquitter de leur devoir envers la société (c'est dans ce but qu'on imagine et présente la revue 22), contribuer à la « sortie du communisme » et ils le font en détenteurs d'un pouvoir dont la majorité avait été dépourvue, pouvoir qu'ils ont acquis par l'accumulation des savoirs. C'est de la culture engagée, des savoirs qu'ils ont acquis, en large mesure au temps du communisme et qu'ils mobilisent au but de désigner les lignes à suivre pour s'adapter aux exigences du moment.

En effet, ils sont peu nombreux ceux qui ont une expérience en tant que journalistes, rédacteurs (non que leur contribution ne soit pas importante, mais bien au contraire), les principaux membres de la rédaction au long des années sont des littéraires ou ils ont une formation en philosophie ou en histoire, et en psychologie parfois et ils n'ont jamais faits partie des rédactions des publications. Par contre, parmi les membres du GDS un seul rédacteur de 22 coopté ultérieurement dans le GDS d'ailleurs avait été rédacteur dans une maison d'édition avant 1989 alors que plusieurs ont fait l'expérience du secteur éditorial. Deux seulement des membres du GDS qui seront cooptés au cours de l'année 1990 sont un ancien rédacteur et un journaliste, leur cooptation est liée à leurs relations avec des membres fondateurs du GDS et ils ne seront pas des membres de la rédaction et ils publieront moins que d'autres.

Quels sont les instruments utilisés et quels savoirs ils peuvent mobiliser pour construire les problèmes qu'ils se donnent à voir, à résoudre? Ils se posent de répondre à une demande sociale qu'eux-mêmes ils participent à construire de par le regard qu'ils portent à la réalité. Les politiques, les intellectuels et surtout leur histoire récente, les médias et les mouvements de rue pour une certaine période, les protestations sont les choses qui préoccupent le plus; on s'intéresse à l'Europe de l'Ouest, à l'espace ex-communiste; on traduit, on interroge des intellectuels de l'étranger, notamment de France. Quelles sont leurs sources où ils puisent leur réflexion, de quelle(s) culture(s) on peut parler dans chaque cas? Car si de par le journalisme le Groupe se construit une identité, au sein de ce qui semble être leur projet commun, ce qui s'impose progressivement comme un projet, à savoir « l'anticommunisme », au sein du Groupe, il y a un partage par thème et les formes de la rhétorique varient au sein d'un corpus de textes traitant d'un même sujet.

Traiter d'une publication, à savoir celle du GDS, la revue 22, permet de suivre les changements intervenus dans leurs préoccupations proprement intellectuels en lien avec leurs nouvelles activités, celles liées au journalisme mais aussi en lien avec leur participation à des structures civiques. La

publication apparaît et se construit dans la continuation de celles littéraires tout en constituant une nouveauté, les sujets dont elle traite sont liés à l'actualité politique, on discute du politique (dans ses manifestations diverses), de la politique et de la culture dans le sens large du terme. L'hebdomadaire 22 marque les changements intervenus dans le monde des lettres (recomposition du champ intellectuel, rassemblant des intellectuels de diverses professions) tout en étant dans le même temps marqueur d'identité de ceux qui prétendent un rôle dans le processus de démocratisation. L'étude d'un groupement (auto-intitulé) d'intellectuels et de sa publication permet à la fois de détecter le poids d'une appartenance à un groupement qui jouit de la plus forte notoriété à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (rassemble des individus dotés d'un capital moral et des écrivains et des scientifiques munis d'un capital symbolique variable selon les générations) dans l'accumulation du capital symbolique par ses membres après 1989 ainsi que des postures diverses que l'engagement peut induire aux intellectuels. Qui fait le Groupe et qu'est-ce que le Groupe fait ou apporte à chacun?

Si aucun des membres du GDS ne rejette explicitement ce qui semble être, s'imposer comme projet qui tient ensemble, qui préoccupe le Groupe en ensemble, cela ne signifie pas que tous adhèrent de la même manière ou, pour mieux le dire, avec la même croyance dans le projet de l'anticommunisme tel qu'il se construit, tel que les plus notoires des membres du GDS et ceux qui leur sont ou deviennent de leurs proches, surtout lorsqu'ils sont des moins dotés en capital symbolique.

Les revendications d'une nouvelle identité scientifique, à savoir celle des spécialistes de la science politique, des « politistes », dans l'espace intellectuel se déploient en lien avec les changements du rôle de l'intellectuel et des principales tendances dans la production culturelle au début des années 1990. Elle se veut répondre aux demandes d'un renouvellement de l'espace des savoirs après 1989 comme prise en charge de nouveaux problèmes dont témoignent les nombreux discours sur le politique<sup>24</sup> et comme modalités pour les intellectuels de contribuer au processus de démocratisation, à savoir inciter à l'apparition d'une « culture politique », ou bien d'utiliser les instruments scientifiques pour rendre compréhensible et faire connaître le passé récent.

Ils préparent leur entrée en politique, et à part un faible capital moral, ils peuvent miser sur le capital social obtenu dans le champ intellectuel et ils

---

<sup>24</sup> Nous reprenons les définitions données par Marcel Gauchet qui propose de réserver *le* politique à la désignation de l'essence politique des sociétés humaines, alors que *la* politique désigne la spécificité de la politique démocratique. Le problème étant pour le philosophe si tout *le* politique est absorbé dans *la* politique démocratique. Ces définitions nous semblent utiles pour rendre compte des manifestations diverses du politique notamment au début des années 1990 en Roumanie.

peuvent dès lors légitimer leurs activités politiques sur l'accumulation d'une nouvelle compétence.

En producteurs d'un nouvel discours sur la politique, ils peuvent subvertir les rapports de force qui s'esquissent dans le champ intellectuel, et plus précisément dans le GDS. Ils sont des responsables des premières institutions qui prétendent faire de la «science politique». Avant de parler des sciences politiques comme domaine d'enseignement, on assiste à la construction d'un espace de savoirs qui se construit comme résultat de l'investissement des sujets à la fois intellectuels et politiques par les intellectuels prétendants ou confirmés. Cet espace de discours révèle les alliances qu'entretiennent les intellectuels avec des professionnels de la politique et avec des intellectuels qui sont de leurs aînés, ceux qui ont été formés dans et par une culture humaniste, ceux qui traitent de la politique en légitimant leurs entreprises par une reconnaissance acquise antérieurement à la (re)naissance de la science politique, ceux qui sont des écrivains ou des critiques littéraires ayant reçu leur consécration avant 1989, parfois étant des intellectuels contestés au sein du GDS, critiqués ou marginalisés.

Alors qu'ils prétendent une nouvelle posture, celle de scientifique, celle du spécialiste dans le domaine du politique, d'où découle une nouvelle autorité qui met en question celle de leurs aînés, ils sont contraints, pour obtenir leur reconnaissance, de se «référer aux débats propres au champ intellectuel [plus précisément aux thèmes et à la vision qui s'impose au sein du GDS, dans 22], sous peine de s'en exclure<sup>25</sup>». Leurs nouvelles initiatives et leurs nouveaux investissements dans une carrière scientifique et dans une nouvelle spécialité marque aussi leurs distances vis-à-vis du GDS, de l'engagement sur le mode collectif.

Leurs essais, leurs ouvrages d'auteurs devraient nous permettre de détecter leur rapport au Groupe. Leur spécialisation se fait en lien avec des activités journalistiques. Avant d'intégrer le monde universitaire, ils innove dans le champ journalistique. Avant de signer des ouvrages à visée scientifique, ils interviennent dans la presse ou ils publient leurs écrits pour la presse datés de la période communiste (publiés dans la presse de l'exil). Lorsque leur passé suscite des critiques et met en question leur légitimité à traiter du communisme, ils peuvent s'allier à d'autres intellectuels, parfois des écrivains ou de ceux qui s'intéressent à poursuivre leur formation et à une spécialisation dans le domaine politique, ces derniers sont aussi des membres fondateurs du GDS. La préoccupation à faire l'histoire du communisme est le résultat des intérêts apparus parmi des jeunes prétendants au statut d'universitaire dans les années 1980. A part leurs études qui s'inscrivent dans l'historiographie du communisme où ils traitent en principal des politiques, de la classe politique, les « nouveaux »

---

<sup>25</sup> Gisèle Sapiro, «Modèles d'intervention politique des intellectuels», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, «Engagements intellectuels», mars 2009, p. 9.

spécialistes du politique, des jeunes intellectuels des années 1990, signent des ouvrages appartenant à l'histoire des intellectuels.

Pour faire valoir le capital acquis à l'étranger, quand ils ne sont pas déjà des proches du GDS, ils sont contraints de faire des alliances. Leurs savoirs, leur capital social peuvent servir à ceux qui prétendent de se poser en innovateurs dans le champ universitaire ainsi qu'à ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires pour sortir de leur domaine d'activité ou pour étendre leur compétence ou reconvertir le capital obtenu antérieurement, dans la période communiste.

### **En guise de conclusion**

Mais qu'en est-il lorsque les intellectuels sont aussi des politiques et qu'à des moments précis bien que souvent pour une durée limitée participent à l'exercice du pouvoir ? Ils ne sont pas alors seulement de ceux qui imaginent au niveau symbolique les directions que le processus de démocratisation devraient emprunter ils sont parmi ceux qui ont accès aux instruments permettant de mettre en œuvre ce qu'ils ont pu construire sur le plan symbolique. Plusieurs témoignages faits à ces temps-là ainsi et surtout aujourd'hui présentent ces acteurs parmi les principaux désabusés de la transition. Ils accusent ceux qui étaient de leurs concurrents, nouveaux politiques, anciens membres de la nomenklatura et des organismes de l'Etat communiste, de les avoir privés de leur capacité à mettre en pratique ce qu'ils ont espéré, imaginé alors ou ils accusent leurs collègues concurrents (lors qu'ils étaient parmi les politiques) qui n'ont pas accepté leur collaboration en tant qu'experts. Des pressions quant à l'engagement dans le monde intellectuel, de l'attrait de la politique au début des années 1990 discutent bon nombre d'intellectuels. Mais aussi de l'impossibilité pour eux de se dédier exclusivement à la politique (au moment où précisément d'autres possibilités existent pour eux dans le champ intellectuel, dans le champ universitaire) ou de leur marginalisation dans le monde politique au moment où les décisions ne dépendent plus tant des acteurs principaux, où les structures politiques tendent à fonctionner comme un appareil<sup>26</sup>. Leur retrait du monde politique, notamment dans les années 1990, n'est pas toutefois sans lien avec leurs intérêts à se faire connaître et reconnaître en tant qu'intellectuel.

Quelles sont les stratégies, y inclus celles discursives ou notamment celles-ci (puisque nous nous appuyons sur leurs témoignages et sur leurs textes), pour garder l'apparence d'une distance ou de l'indifférence soit vis-à-vis des conditions matérielles soit des enjeux politiques en vue de préserver l'autorité qui en découle de la représentation qu'on se fait du spécialiste «neutre»? Les termes («société civile», «marché libre», «service envers la société », «devoir civique», «talent » ou «succès du public» etc.) qu'ils invoquent et qui sont partie

---

<sup>26</sup> Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, introduction de Philippe Fritsch, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, pp. 65-67.

intégrante de leur réflexion ou même objet de leurs études sont de même érigés, présentés comme but de leur engagement ou en lien avec leur engagement. Des catégories qui fonctionnent sur le terrain de la politique peuvent être convoqués et recevoir des traductions diverses visant leur accord avec «des croyances du monde intellectuel: gratuité, universalisme, vérité»<sup>27</sup>. Ils rendent compte de leurs activités et/ou de leurs intérêts à traiter de certaines questions, à aborder certains thèmes, à s'inscrire dans des courants de pensée, etc. Car ces termes renvoient dans le même temps à des réalités sociales. Ils ne sont pas (ou pas toujours) le résultat des stratégies cyniques, comme on pourrait le croire, pour effacer leurs doubles appartenances (qui font contradiction et suscitent des critiques quant à leur prétention de neutralité) et légitimer leurs entreprises à visée politique ou leurs réussites professionnelles qui ne sont pas toujours sans lien avec leur engagement. Parfois ils sont des emprunts « inconscients » à d'autres espaces intellectuels dans un but de raccorder leur pensée et leurs attitudes à celles des intellectuels de l'étranger, auxquels ils tentent de se rapprocher. L'étude des termes utilisés sous lesquels ils placent leurs entreprises nous dévoile leurs croyances et leurs attentes liées à leur position après 1989.

Comment peut-on expliquer que des analyses du communisme qui ont joui d'une forte adhésion dans le champ intellectuel et qu'elles ont constitué des repères pour d'autres recherches ont été contestées lorsque celles-ci ont reçu une reconnaissance officielle (symbolique) et qu'elles ont institutionnalisées ? Pour rendre compte de cette situation et des changements intervenus, il faudrait regarder de plus près, voire étudier: la demande de la part du public avait permis que ces textes soient acceptés et qu'ils reçoivent leur consécration (un public sur lequel nous n'avons pourtant que certaines idées par une lecture des textes envoyés par leurs lecteurs à la rédaction de certains journaux); les alliances que des intellectuels nouent avec d'autres intellectuels et qui dépassent l'espace où ils déploient leurs activités; les demandes nées dans le champ politique surtout que le « champ intellectuel participe du champ de production idéologique »<sup>28</sup>.

Les réponses peuvent apparaître alors si on regarde en deux directions: le contexte politique des années 1990<sup>29</sup> et l'état du champ intellectuel et du champ

---

<sup>27</sup> Frédérique Matonti, «Les 'bricoleurs'. Les cadres politiques de la raison historique: l'exemple de *La Nouvelle critique*», *Politix*, 36, 1996, notamment p. 95. Sur la « dénégarion des mécanismes sociaux » caractérisant des « activités généralement liées à la notion de "service" – service des autres, service de la communauté – qu'il s'agisse de la religion ou de la science », voir *Actes de la recherche en sciences sociales*, 168, «Vocations artistiques», numéro dirigé par Gisèle Sapiro, 2007.

<sup>28</sup> Gisèle Sapiro, «Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, 2009, p. 9.

<sup>29</sup> Bien que les politiques des années 1990 ont été considérés, notamment ceux en position dominante, comme les continuateurs de la politique communiste (notamment au niveau de leurs actes), ils ne se présenteront jamais de par leur passé communiste ni ne seront pas enclins à justifier le communisme mais au contraire ils se présentent comme

spécifique là où les intellectuels dont nous discutons ici ont reçu leur consécration en tant que spécialistes du politique, puisque c'est là qu'ils ont pu obtenir une position ou qu'ils ont pu être reçus et perçus, acceptés comme spécialistes.

On sait que l'intellectuel critique universaliste conteste l'ordre, l'autorité en affirmant son autonomie par rapport aux politiques, alors que dans ce cas-ci les intellectuels (écrivains ou intellectuels spécialisés) sont captés par les politiques et afin de voir leur «projet» accompli on leur demande de produire un travail d'expertise. Ce qui au préalable avait permis de fonder la posture critique de l'intellectuel dans le postcommuniste arrive à son terme en entraînant la dépendance des intellectuels par rapport aux politiques, au niveau collectif des initiatives, des organismes qui se voulaient indépendants par rapport à l'Etat finissent par accepter voire rechercher la reconnaissance des pouvoirs politiques. Mais parmi ceux qui justifient leurs engagements au nom de la morale, de la justice, on peut dégager des types d'engagement différents: de l'intellectuel universaliste au conseiller du prince, de l'intellectuel spécialisé (qui s'engage au nom d'un savoir spécifique) au militant et à l'expert ? Comment alors interpréter cela, le signe de leur pouvoir ou le signe du déclin de la posture de l'intellectuel critique universaliste?

La constitution des comités d'expertise ou même des instituts de recherche qui fonctionnent sous la tutelle non des instances spécifiques (traditionnellement autonomes par rapport au pouvoir) mais du gouvernement, l'élaboration d'un travail d'expertise, qui se veut neutre politiquement, auprès des hommes politiques, témoignent de l'absence de visibilité des instances proprement culturelles, des institutions traditionnelles. Ces nouvelles structures qui sont créés avec le soutien des hommes politiques sont les lieux où de nouvelles formes d'expertise sont produites. On peut dire qu'il est question d'un déclin des institutions traditionnelles (académie et université) dû à leur inertie ou à leur politisation, ce à quoi ces intellectuels ont pu y contribuer, ou bien ce n'est qu'un autre mode d'intervention politique des intellectuels qui trouvent de cette façon les moyens pour se faire reconnaître par l'Etat?

L'encadrement des institutions, consacrées au domaine de la culture, placées sous la tutelle du pouvoir politique (par ses organismes de l'Etat), atteste du mode de construction et des lieux de la diffusion d'une problématique politique dans l'après 1989.

---

les représentants du mouvement révolutionnaire à la faveur de leur visibilité les jours de la fin décembre 1989. Mais ni ceux qui se constitueront dans le pôle opposé dans le champ journalistique au GDS, les groupes et ensuite les politiques d'extrémistes, ne seront pas disposés à justifier le régime communiste mais ils seront des critiques des intellectuels du GDS au nom de leur revendications comme les gardiens de la «nation» et de leur «patriotisme» qu'ils associent à leurs discours dénigrants et justiciers.